



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 30 novembre 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
30 novembre 2023
n° 41 / 8018^e
pages 2081 à 2128



Version numérique incluse*



ÉDITORIAL

2081 La société du faux, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

- 2084 Surendettement (rétablissement personnel): effacement de la dette
- 2084 Contrat (résolution judiciaire): gravité du comportement du cocontractant
- 2085 Succession (partage): désignation d'un notaire par le tribunal
- 2086 Liberté d'expression artistique (restriction): respect de la dignité humaine
- 2088 Cour criminelle départementale: constitutionnalité du régime
- 2089 Syndicat professionnel (action en justice): principe d'égalité de traitement
- 2090 Péremption d'instance (acte interruptif): action de la caution

POINT DE VUE

2092 Méthodes d'interprétation de la Constitution: les juristes d'entreprise victimes de l'excès de formalisme en matière de « cavaliers législatifs », *Pierre-Yves Gautier*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

2102 **Panorama**: Droit pénal, *Gabriel Roujou de Boubée, Thierry Garé, Catherine Ginestet, Jean-Paul Laborde et Solange Mirabail*



- 2114 **Notes**: Plaider par double procureur? La société de gestion et l'action *ut singuli*, note sous *Com. 11 oct. 2023*, Jean-Baptiste Barbière
- 2119 À chacun son mandat, à chacun son droit!, note sous *Com. 4 oct. 2023*, Charlie Lledo
- 2124 Sanction à l'absence de mise en œuvre « dans les temps » de l'authentification forte, note sous *Com. 30 août 2023*, Jérôme Lasserre Capdeville

ENTRETIEN

- 2128 François Molinié – Le Rapport annuel de la Cour de cassation 2022

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

- RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KERAVEL (0140645379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140645481)

Kary PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél : 0183101010

Service publicité : Samirine TOUTON MICHEL

Tél : 0140922024 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Novembre 2023

Éditions Dalloz

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

2081

La société du faux

ACTUALITÉS

2084

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Surendettement (rétablissement personnel):

effacement de la dette, *Civ. 2^e, 23 nov. 2023*

Surendettement (procédure): défense au fond

lors de la vérification des créances,

Civ. 2^e, 23 nov. 2023

Cour criminelle départementale:

constitutionnalité du régime,

Cons. const. 24 nov. 2023

2084

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat (résolution judiciaire): gravité

du comportement du cocontractant,

Com. 22 nov. 2023

Famille-Personne-Succession

Testament (olographe): portée du défaut

de date, *Qv. 1^{er}, 22 nov. 2023*

Séparation de biens (indivision): liquidation

et partage, *Civ. 7^e, 22 nov. 2023*

Succession (partage): désignation d'un notaire

par le tribunal, *Civ. 1^{er}, 22 nov. 2023*

2086

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Presse et communication

Liberté d'expression artistique (restriction):

respect de la dignité humaine,

Ass. plén., 17 nov. 2023

Procédure pénale

Garde à vue (droit au silence): retranscription

de déclarations spontanées, *Crim. 22 nov. 2023*

Visioconférence (domaine): exclusion des

2089

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Institution représentative du personnel:

préjudice pour défaut de consultation,

Soc. 22 nov. 2023

Syndicat professionnel (action en justice):

principe d'égalité de traitement,

Soc. 22 nov. 2023

Comité de groupe (constitution): notion

d'entité dominante, *Soc. 22 nov. 2023*

2090

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Préemption d'instance (acte interruptif):

action de la caution, *Civ. 2^e, 23 nov. 2023*

Appel civil (avocat): décharge du mandat

de représentation, *Civ. 2^e, 23 nov. 2023*

Appel civil (conclusions): délai à compter

de la fin de mission du médiateur,

Civ. 2^e, 23 nov. 2023

Appel civil (conclusions): notification

entre un avocat et un défenseur syndical,

Civ. 2^e, 23 nov. 2023

Compétence européenne (matière

matrimoniale): saisine d'une juridiction,

Société par actions simplifiée au capital de 3 936 040 €
Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

expertises psychiatriques, Crlm. 22 nov. 2023

Civ. 1^{re}, 22 nov. 2023

Recueil Dalloz - 30 novembre 2023 - n° 41

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

30 novembre 2023 - n° 41 / 8018^e



POINT DE VUE

2092 Méthodes d'interprétation de la Constitution :
les juristes d'entreprise victimes de l'excès de formalisme
en matière de « cavaliers législatifs »
par Pierre-Yves Gautier



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

2095 Les actions contractuelles
par Tarik Lakssimi

PANORAMA

2102 Droit pénal
octobre 2022 – octobre 2023
par Gabriel Roujou de Boubée, Thierry Garé,
Catherine Ginestet, Jean-Paul Laborde
et Solange Mirabail

NOTES

2114 Plaider par double procureur ?
La société de gestion et l'action ut singul,
note sous Com. 11 oct. 2023
par Jean-Baptiste Barbiéri

2119 À chacun son mandat, à chacun son droit !,
note sous Com. 4 oct. 2023
par Charlie Lledo

2124 Sanction à l'absence de mise en œuvre « dans les temps »
de l'authentification forte, note sous Com. 30 août 2023
par Jérôme Lasserre Capdeville



ENTRETIEN

2128 François Molinié
Le Rapport annuel de la Cour de cassation 2022

3

RTDCiv. - juillet-septembre 2023 - pages 517 à 776

ARTICLES

517

Cassation avec ou sans renvoi ?

Alex Tani

553

Influence et enjeux de la doctrine
des magistrats français et québécois

Pierre-Gabriel Jobin et Didier Cholet

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

VARIÉTÉS

573

Les grands enjeux contemporains
de l'office du juge en matière civile

Chantal Arens

CHRONIQUES

585

Qu'est-ce qu'une réforme ?

Pascale Deumier

738

Les Jeux de la honte

Aude Denizot

ref : 602303



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



Couverture | Sommaire

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

SOMMAIRE

ARTICLES

- Cassation avec ou sans renvoi ?
par Alex Tani..... 517
- Influence et enjeux de la doctrine des magistrats français et québécois
par Pierre-Gabriel Jobin et Didier Cholet..... 553

VARIÉTÉS

- Les grands enjeux contemporains de l'office du juge en matière civile
par Chantal Arens 573

CHRONIQUES

- Sources du droit en droit interne
par Pascale Deumier..... 585
- Personnes et droits de la famille
par Anne-Marie Leroyer..... 599
- Obligations et contrats spéciaux
- Obligations en général
par Hugo Barbier 610
- Responsabilité civile
par Patrice Jourdain..... 642
- Contrats spéciaux
par Pierre-Yves Gautier 663
- Propriété et droits réels
par Florent Masson..... 672
- Sûretés et publicité foncière
par Charles Clément 691

BIBLIOGRAPHIE

- Revue des ouvrages
- Ouvrages étrangers
sous la responsabilité
de Éric Descheemaeker
et Jonas Knetsch 749
- Revue des thèses
sous la responsabilité de Gaël Chantepie,
Christian Jubault et Catherine Puigelier 753
- Revue des revues
sous la responsabilité
de Frédéric Rouvière..... 761

TABLES

- Tables trimestrielles..... 769

par Charles Gijssbers 691

Preuve

par Julie Klein 700

Droit judiciaire privé

**Source. Organisation judiciaire
et juridiction. Compétence. Action**

par Philippe Théry..... 713

**Procédure de l'instance. Jugements
et voies de recours. Procédures civiles
d'exécution**

par Nicolas Cayrol..... 722

Législation française

par Aude Denizot..... 738



QUESTION PRATIQUE

LE CONTRÔLE FRANÇAIS DES CONCENTRATIONS : QUELS DÉFIS ? QUELLES SOLUTIONS ?

Les pratiques et la jurisprudence françaises vont aujourd'hui à l'encontre de l'impératif de sécurité juridique, estiment Louis et Joseph Vogel

24


www.eff.fr


À LA UNE

Sociétés - Pas d'abus de majorité en cas de décision prise à l'unanimité

4

Biens de l'entreprise - Usage de la marque d'un tiers dans le code source d'un site internet : contrefaçon ?

19

Sociétés - Les seuils européens déterminant la catégorie des entreprises et groupes devraient être rehaussés

4

Contrats - Covid-19 et assurance pertes d'exploitation : le droit commun n'est d'aucun secours pour les assurés

14

Lefebvre Dalloz

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Sociétés

- 4 - Abus de majorité
- 4 - Seuils européens des petites, moyennes et grandes entreprises
- 6 - Vote par correspondance d'un associé de SNC
- 7 - Mise en œuvre d'une garantie de passif
- 8 - Prescription de l'action en responsabilité contre le commissaire à la transformation
- 9 - Reporting taxonomie des sociétés
- 10 - Communication de pièces pour l'évaluation de titres sociaux par un expert

Entreprise en difficulté

- 11 - Compensation de créances en cas de procédure collective
- 11 - Suspension des poursuites des créanciers
- 12 - Désignation de l'Urssaf comme contrôleur

Contrats

- 14 - Covid-19 et assurance pertes d'exploitation
- 15 - Effet de la transaction à l'égard des tiers
- 15 - Défaut de conformité ou vice caché du bien vendu

Finances de l'entreprise

- 16 - Perte par la caution du bénéfice de subrogation
- 17 - Devoir de mise en garde de la banque prêteuse
- 18 - Inscriptions au registre des sûretés mobilières

Biens de l'entreprise

- 19 - Usage de la marque d'un tiers dans le code source d'un site internet
- 20 - Motif de congé sans indemnité d'éviction
- 21 - Renonciation du locataire commercial à son congé

Et aussi...

- 22 - Mesure d'instruction in futurum
- 22 - Extinction de la publicité lumineuse
- 23 - Risques de blanchiment dans le secteur immobilier

Veilles

- 29 - Veille législative
- 30 - Veille fiscale et sociale

**QUESTION PRATIQUE****24****LE CONTRÔLE FRANÇAIS
DES CONCENTRATIONS :
QUELS DÉFIS ? QUELLES SOLUTIONS ?**

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Prescription de l'action en requalification d'un bail en bail commercial : nouveau point de départ

Cass. 3^e civ. 25-5-2023 n° 22-15.946 FS-B : Décisions 644

Le délai de prescription biennale applicable à l'action en requalification d'un contrat en bail commercial court à compter de la conclusion du dernier contrat, dont la requalification est demandée, même si celui-ci a succédé à plusieurs contrats renouvelés.

Prorogation d'une société après son terme

Cass. com. 30-8-2023 n° 22-12.084 F-B : Décisions 655

La faculté de proroger une société après son terme s'applique quelle que soit la raison pour laquelle les associés n'ont pas été consultés à ce sujet auparavant et il suffit au juge de constater l'intention de proroger la société chez les associés représentant la majorité statutaire nécessaire pour adopter cette décision.

Le directeur d'une société peut licencier un salarié d'une autre société du même groupe

Cass. soc. 28-6-2023 n° 21-18.142 FS-B : Décisions 657

Le directeur d'une société peut procéder à un entretien préalable au licenciement d'un salarié d'une autre société appartenant au même groupe dès lors qu'il a été mandaté pour y exercer notamment des fonctions de management dans la gestion des ressources humaines.

Incompétence de l'AMF en cas d'OPA sur les titres d'une société étrangère

Cass. com. 30-8-2023 n° 21-21.850 FS-B : Décisions 661

Lorsqu'une société n'a pas son siège social en France, les conditions de dépôt d'une OPA obligatoire la concernant ne relèvent pas de la loi française et, par conséquent, de la compétence de l'AMF, peu important que ses titres soient admis aux

négociations sur un marché réglementé français.

La taxe foncière due sur la résidence principale du débiteur n'est pas une créance postérieure utile

Cass. com. 24-5-2023 n° 21-16.004 F-B : Décisions 669

La créance de taxe foncière due par un débiteur en liquidation judiciaire sur l'immeuble constituant sa résidence principale n'est pas née des besoins de la vie courante de celui-ci, de sorte qu'elle n'a pas à figurer sur la liste des créances postérieures payables à échéance.

Un client négligent n'a pas à supporter le paiement frauduleux effectué sans authentification forte

Cass. com. 30-8-2023 n° 22-11.707 F-B : Décisions 675

En cas de paiement en ligne non autorisé, le client qui a communiqué par négligence son code de sécurité à un tiers n'a pas à en supporter les conséquences financières si la banque n'a pas exigé son authentification forte avant de valider le paiement.

Le juge peut réduire les intérêts légaux dus au prêteur déchu du droit aux intérêts conventionnels

Cass. 1^{er} civ. 28-6-2023 n° 22-10.560 FS-B : Décisions 676

Après avoir déchu le prêteur du droit aux intérêts conventionnels sur un crédit à la consommation, le juge peut encore réduire le taux d'intérêt légal majoré auquel le prêteur a droit si ce taux est supérieur ou équivalent au taux conventionnel.

Une société civile non admise à invoquer la réglementation sur les clauses abusives

Cass. 1^{er} civ. 28-6-2023 n° 22-13.969 FS-B : Décisions 680

Une société civile immobilière agit en qualité de professionnel et ne peut donc pas invoquer à son bénéfice la réglementation des clauses abusives lorsqu'elle souscrit des prêts immobiliers pour financer l'acquisition d'immeubles conformément à son objet.

Point de départ du délai pour agir en restitution en

cas de clauses abusives

Cass. 1^e civ. 12-7-2023 n° 22-17.030 FS-D : Décisions 681

Le délai pour agir en restitution des sommes indûment versées dans le cadre d'un prêt libellé en devises étrangères débute au jour constatant le caractère abusif des clauses de ce prêt.

RJDA 2023
(c) 2023 Editions Francis Lefebvre

Actualité des procédures collectives, n° 19 du 24 novembre 2023

Sommaire du numéro

Repère

CONCILIATION

Conciliation et délais de grâce

N° 244 - Par François-Xavier LUCAS

[Consulter le PDF](#)

Alertes

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | CONCILIATION

Irrecevabilité du pourvoi en cassation contre la décision du président du tribunal accordant des délais de grâce au débiteur en conciliation

N° 245

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ORGANES

Désignation de plein droit de l'URSSAF en tant que contrôleur

N° 246 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Possibilité pour un bailleur de déclarer une créance de charges provisionnelles payables d'avance

N° 247

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Déclaration de créances d'URSSAF

N° 248

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

Rappel de l'efficacité des ATD notifiés avant le jugement d'ouverture

N° 249

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Justification des licenciements économiques pour pertes d'exploitation

N° 250

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Justification du licenciement économique pour cessation définitive d'activité

N° 251

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Champ d'application de l'assistance du salarié licencié par un conseiller

N° 252

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

L'action engagée par les liquidateurs à l'encontre du co-employeur n'est pas une action en responsabilité !

N° 253 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Condition temporelle pour échapper à la nullité de la période suspecte en cas de substitution de garantie

N° 254

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CONTINUATION

Le non-paiement d'une échéance prévue au plan ne suffit pas à caractériser l'état de cessation des paiements

N° 255

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Une société d'affacturage ne peut invoquer la règle du dessaisissement pour contester un avoir consenti par un débiteur en liquidation judiciaire

N° 256

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Des conditions de la constitution de partie civile pour abus de biens sociaux et banqueroute

N° 257 - Par Théo SCHERER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 47 du 27 novembre 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

[Les violences conjugales augmentent-elles ?](#)

N° 1320 - Par Floriane VOLT

LES ACTEURS | PROCÉDURE PÉNALE

[Le « Guide de l'enquête pénale » primé au salon du livre juridique](#)

N° 1321 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉLAN

LIBRES PROPOS | ENVIRONNEMENT

[Renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate pour 10 ans](#)

N° 1322 - Par Béatrice PARANCE

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Inceste et violences sexuelles faites aux enfants : la Ciivise publie son rapport](#)

N° 1323

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Elisabeth Borne dévoile le contenu du Plan de lutte contre les violences faites aux enfants 2023-2027](#)

N° 1324

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Mediator : la Cour de cassation facilite l'indemnisation des victimes](#)

N° 1325

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

[Vente par adjudication de droits incorporels saisis : dispositions censurées](#)

N° 1326

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 16 au 22 novembre 2023](#)

N° 1327

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 novembre 2023

N° 1328

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Le comportement inacceptable d'une partie justifie la résolution unilatérale du contrat sans mise en demeure préalable

N° 1329 - Par Olivier DESHAYES

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

Contrôle du caractère limité des exclusions de garantie : le droit spécial évince le droit commun

N° 1330 - Par Agnès PIMBERT

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Date butoir des négociations commerciales entre les industriels et les supermarchés

N° 1331

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 novembre 2023

N° 1332

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 novembre 2023

N° 1333

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Hodie fraus omnia non corrumpit

N° 1334 - Par Jean-Jacques BARBIERI

SOCIAL | CONGÉS PAYÉS

L'acquisition de congés payés pendant un arrêt maladie devant le Conseil constitutionnel

N° 1335

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 novembre 2023

N° 1336

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 novembre 2023

N° 1337

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Projet de loi « immigration » : la Défenseure des droits alerte sur les « graves atteintes aux droits des étrangers »

N° 1338

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 novembre 2023

N° 1339

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 6 au 12 novembre 2023

N° 1340

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT D'ACCÈS À UN TRIBUNAL

Application rétroactive d'un nouveau délai de recours

N° 1341 - Par Laure MILANO

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Droit à un acte de naissance

N° 1342 - Par Frédéric SUDRE

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONSOMMATION

Clause de déchéance du terme et contrôle du juge

N° 1343 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Liberté de prestation de services et chasse aux contenus illicites sur Internet

N° 1344 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Principe de ne bis in idem : la CJUE confirme la possibilité du maintien des poursuites pénales en France contre Volkswagen dans l'affaire du Dieselgate

N° 1345 - Par Hugo DELAGE et Aurélia LAGANDRÉ

EN RÉGION | LICENCIEMENT

L'utilisation non fautive de documents professionnels à des fins personnelles

N° 1346 - Par Muriel JOSEPH-PARMENTIER

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Le centre d'études juridiques de Bourges fête ses trente ans (1993-2023)

N° 1347 - Par Dominique MESSINEO

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL

Attractivité internationale du droit français des contrats

N° 1348 - Par Gilles CUNIBERTI

LA CHRONIQUE | PROCÉDURE CIVILE

Droit judiciaire privé

N° 1349 - Par Lucie MAYER, Liza VEYRE et Lilian LARRIBÈRE

LA VIE DES IDÉES | FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Lancement de l'Observatoire mondial des indicateurs du droit (OMID)

N° 1350 - Par Bruno DEFFAINS

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Violences conjugales, au coeur de l'audition judiciaire

N° 1351

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

« Soins psychiatriques sans consentement : pas de droits sans avocat ? »

N° 1352

La Semaine du praticien



EN QUESTIONS | ENSEIGNEMENT DU DROIT

L'extension du domaine de la carte

N° 1353 - Par Hervé CROZE et Mathias MURBACH

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MÉDIATION

3 questions à Françoise Pelletier, médiatrice en entreprise

N° 1354

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Les lois Justice sont publiées

N° 1355

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Censure partielle de la loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice

N° 1356

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 48 du 30 novembre 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

TRAVAIL

3 QUESTIONS - Rupture conventionnelle : point sur les cotisations et contributions au titre de l'indemnité versée au salarié

N° 1026 - Par Cécile TERRENOIRE

AIDE D'ÉTAT

Aide d'État : la Commission adapte le calendrier de suppression progressive de l'encadrement de crise et de transition

N° 1027

BIBLIOGRAPHIE

Les objets connectés

N° 1028

BIBLIOGRAPHIE

Le droit syndical dans l'entreprise

N° 1029

DONNÉES CHIFFRÉES

Repli des créations d'entreprises

N° 1030

Actualités

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

La loi Industrie verte : une alchimie difficile

N° 1031 - Par Matthieu RAGOT et Victor LEHMANN

AFFAIRES | AVOCAT

Un guide pratique permettant d'assurer les avocats dans leurs activités commerciales dérogatoires prochainement publié

N° 1032

AFFAIRES | AVOCAT

Participation des avocats à des sites de tiers : rappel des règles applicables

N° 1033

AFFAIRES | AVOCAT

Revalorisation de l'indemnisation des avocats à l'AJ et prise en charge des missions au titre des MARD : le CNB adopte deux résolutions

N° 1034

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Clause du bail commercial réputée non écrite : imprescriptibilité de l'action et absence de responsabilité du notaire

N° 1035

AFFAIRES | BANQUE

ABE : modèles finaux pour collecter des données liées au climat auprès des banques de l'UE

N° 1036

AFFAIRES | CONCURRENCE

Aides d'État française et suédoise pendant la pandémie de Covid-19 : Ryanair une nouvelle fois déboutée par la CJUE

N° 1037

AFFAIRES | CONSOMMATION

Clauses abusives dans les contrats de consommation : qualification de l'obligation de payer des coûts du crédit hors intérêts excessifs

N° 1038

AFFAIRES | ÉNERGIE

Le Conseil de l'UE et le Parlement s'accordent pour protéger le marché de gros de l'énergie contre les manipulations

N° 1039

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Redressement judiciaire : la possibilité de mettre fin à la période d'observation si l'actif disponible s'avère suffisant relève du pouvoir souverain du juge

N° 1040

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Précisions sur les pouvoirs du conseiller de la mise en état en cas d'appel-nullité

N° 1041

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Qualité du liquidateur pour exercer l'action en retrait d'une caisse mutuelle conjointement avec le mandataire ad hoc du sociétaire en liquidation judiciaire

N° 1042

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Mandat ad hoc : possibilité pour le tribunal saisi d'une demande de redressement judiciaire d'ordonner la levée de la confidentialité

N° 1043

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Recevabilité de l'action en paiement contre la caution personne physique lorsque la décision intervient postérieurement à l'adoption du plan de redressement

N° 1044

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Opposition des actionnaires minoritaires à la restructuration du capital prévue par le plan de redressement et désignation d'un mandataire ad hoc

N° 1045

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Insaisissabilité légale de la résidence principale : charge de la preuve de la nature du bien

N° 1046

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Finance durable : l'AMF publie un rapport sur le reporting taxonomie des sociétés cotées non financières

N° 1047

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Une nouvelle version du guide sur les aspects sociaux de la commande publique est disponible

N° 1048

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Transition numérique des TPE-PME: CCI France et la CNIL signent une convention de partenariat

N° 1049

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

Les lois « Justice » sont publiées

N° 1050

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Vinification et étiquetage de vins : un viticulteur peut indiquer sa propre exploitation viticole même si le pressurage a lieu dans les locaux d'un autre viticulteur

N° 1051

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Gérant de SCI : reconnaissance d'une faute détachable et exclusion de la prescription triennale de l'action en responsabilité civile

N° 1052

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Ordre des licenciements fixé par le PSE contrôle administratif sur le critère des qualités

professionnelles

N° 1053

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

Non-respect par l'employeur de l'obligation de consultation du CSE : irrecevabilité du salarié à demander l'indemnisation du préjudice personnel en découlant

N° 1054

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

VTC : homologation de l'accord encadrant les conditions de rupture des relations entre les chauffeurs et la plateforme

N° 1055

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

Intérêt à agir des syndicats et inégalité de traitement

N° 1056

FISCAL | COMPTABILITÉ

ANC : le règlement relatif au plan comptable général est modifié

N° 1057

FISCAL | DOUANES

La DG Trésor émet des pistes pour « une utilisation optimale des préférences tarifaires par les entreprises françaises »

N° 1058

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

CFE : application aux locations de meublés

N° 1059

FISCAL | FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

Mise à jour des valeurs locatives des locaux professionnels : l'exécutif soutient son intégration dans les rôles d'imposition 2026

N° 1060

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La demande de justificatifs de la déclaration de créance ne constitue pas une lettre de contestation de la créance

N° 1342 - Par Mathias HOUSSIN

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Cautionnement - Obligation de couverture - Décès de la caution - Liquidation judiciaire - Opposabilité aux ayants-droit

N° 1343

AFFAIRES | ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Mutualisme et commensalisme : une théorie pour l'économie numérique ?

N° 1344 - Par Luc-Marie AUGAGNEUR

AFFAIRES | ARBITRAGE

L'exequatur d'une décision obtenue par fraude en contradiction avec une sentence arbitrale doit être refusé

N° 1345 - Par Philippe CASSON

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

L'effet interruptif de prescription du commandement aux fins de saisie-vente à l'égard d'un codébiteur solidaire

N° 1346 - Par Jean-Denis PELLIER

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Concurrence - Pratique anticoncurrentielle - Entente - Cartel des titres-restaurant

N° 1347

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Tribunal de commerce - Compétence en dernier ressort - Seuil - Appréciation

N° 1348

AFFAIRES | BANQUE

Droit bancaire

N° 1349 - Par Nicolas MATHEY

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Banque - Contrat de crédit - Déchéance du terme - Mise en demeure - Codébiteurs solidaires

N° 1350

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Précision quant au délai d'action en requalification d'un contrat en bail commercial

N° 1351 - Par Anne-Claire TILLARD

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Bail commercial - Bail mixte - Cotitularité - Défaut de qualité à agir de l'épouse

N° 1352

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Suppléments de participation et d'intéressement : priorité à la décision unilatérale !

N° 1353 - Par Boris MUNIZ

FISCAL | COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES

Précisions relatives à la déclaration d'une créance de cotisation foncière des entreprises

N° 1354 - Par Thierry FAVARIO

À la une

La profession d'avocat aujourd'hui : état des lieux et typologie des cabinets

Plutôt "golfeur", "volleyeur", "équilibriste", "surfeur", "triathlète" ou "écurie Formule 1" ? C'est dans ces six "profils" que l'étude sur la typologie des cabinets d'avocats, réalisée par l'Institut d'études CSA pour le Conseil national des barreaux, répartit l'ensemble des structures d'exercice de la profession.



© OcenProd - iStock

Actualité

CEDH : « il nous faut construire ce qui nous rassemble tout en préservant nos différences »

entretien avec Mattias GUYOMAR

Retour sur

Réforme de la justice : les textes sont publiés

par Laurence GARNERIE

Jurisprudence

La garantie d'éviction à l'épreuve du contentieux du transfert de l'autorisation administrative d'exploiter un EHPAD

note par Tossi FASSASSI
sous Cass. 3^e civ., 28 sept. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphane DETRAZ, Thomas HERRMANN et Laurent SAENKO



**AUJOURD'HUI,
TOUS LES
EMBALLAGES
ET LES PAPIERS
SE TRIENT.**

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement
au titre de l'article L. 541-10-18 du code de l'environnement.

Cet encart est élaboré par CITEO.

Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

* Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 570,74 € TTC

Recueils + table seuls : 556,45 € TTC

Journal, recueil + table : 764,73 €

Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC

* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 645 €

Journal, recueil + table : 859 €

Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL456y2 ■ La profession d'avocat aujourd'hui : état des lieux et typologie des cabinets 3
- GPL456w0 ■ Défense du périmètre d'exercice de la profession : retour sur la stratégie contentieuse du CNB 5
- GPL456v8 ■ À Marseille, un nouveau procureur de la République pour lutter contre les narco-trafiquants 7
- GPL456v9 ■ La future cité judiciaire de Marseille sera construite sur Euroméditerranée 8
- GPL456y8 ■ CEDH : « il nous faut construire ce qui nous rassemble tout en préservant nos différences »
entretien avec Mattias GUYOMAR 10

Technique

- GPL456w4 ■ RSE / ESG, quel impact pour les cabinets ?
par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO 13



Retour sur

- GPL456w2 - Réforme de la justice : les textes sont publiés
par Laurence GARNERIE 16

Doctrine

- GPL456q8 ■ Cybersécurité et pratique des avocats : de la menace à l'opportunité
étude par Émilie MUSSO 18

Jurisprudence

- GPL456u9 ■ Stock-options et dépense d'amélioration d'un bien propre en nue-propriété : deux cas particuliers de liquidation du régime légal
note par Jeanne de DINECHIN sous Cass. 1^{re} civ., 25 oct. 2023 22
- GPL456n5 ■ La garantie d'éviction à l'épreuve du contentieux du transfert de l'autorisation administrative d'exploiter un EHPAD
note par Tossi FASSASSI sous Cass. 3^e civ., 28 sept. 2023 26
- GPL456w6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 29
- GPL456q6 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 34
- GPL456e8 ■ Chronique de jurisprudence du droit des mineurs
par Delphine THOMAS-TAILLANDIER <https://lext.so/GPL456e8> 
- GPL456e7 ■ Chronique de jurisprudence en droit des biens
par Julien DUBARRY et Antoine TOUZAIN <https://lext.so/GPL456e7> 

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE 37

Sous la responsabilité scientifique de
Emmanuel DREYER et François FOURMENT

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DOCTRINE

Les *management fees* et l'appréciation par le juge de la réalité
de leur contrepartie → PAGE 54

Alain COURET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

La cour d'appel de Paris valide la dérogation OPO
dans l'affaire *ORPEA* → PAGE 7

Hervé LE NABASQUE

DROIT COMMUN

Où finit la société ? : l'extensible maintien de la personnalité
morale de la société dissoute et radiée → PAGE 4

Julia HEINICH

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Gestion interne de la société : l'impérieuse nécessité du respect
du formalisme → PAGE 18

Bernard SAINTOURENS

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS20209 • **Où finit la société ? : l'extensible maintien de la personnalité morale de la société dissoute et radiée** 4
Julia HEINICH – Cass. com., 20 sept. 2023, n° 21-14252, F–B

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS20207 • **La cour d'appel de Paris valide la dérogation OPO dans l'affaire *ORPEA*** 7
Hervé LE NABASQUE – CA Paris, 5-7, 9 nov. 2023, n° 23/09249
- BJS202n1 • **La rémunération du président d'honneur d'une société : pour services rendus ou services à venir ?** 10
Michel STORCK – CA Rennes, 3^e ch. com., 3 oct. 2023, n° 21/06977
- BJS20200 • **Précisions sur la légitimité du licenciement prononcé pour cessation d'activité de l'entreprise** 12
Dirk BAUGARD – Cass. soc., 20 sept. 2023, n° 22-13485, FS–B

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS202n9 • **Les pouvoirs du gérant à l'épreuve de la falsification de son procès-verbal de nomination** 16
Alain COURET – Cass. 3^e civ., 26 oct. 2023, n° 21-17937, FS–B
- BJS202n3 • **Gestion interne de la société : l'impérieuse nécessité du respect du formalisme** 18
Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-10646, F–D
- BJS202n8 • **La qualité d'associé des héritiers** 21
Estelle NAUDIN – Cass. com., 30 août 2023, n° 22-10018, F–D
- BJS202n6 • **Nécessité de prouver les rémunérations indues d'un gérant et la cause légitime de sa révocation** 24
Jean-Christophe PAGNUCCO – CA Aix-en-Provence, ch. 3-4, 7 sept. 2023, n° 19/13819
- BJS202n5 • **Démission et responsabilité du dirigeant : tout n'est pas encore clair !** 26
Matthieu BUCHBERGER – CA Nîmes, ch. civ., 20 sept. 2023, n° 21/02460
- BJS202n2 • **Défaut de constatation d'une provision et faute détachable du gérant de SARL** 28
Elsa GUÉGAN – CA Aix-en-Provence, ch. 1-1, 12 sept. 2023, n° 19/17686

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS202n7 • **Mission d'expert-comptable : fixation des honoraires en l'absence d'écrit** 31
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 20 sept. 2023, n° 21-25386, FS–B
- BJS20202 • **Responsabilité de l'expert-comptable : retour à l'efficacité de la clause de forclusion** 33
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-10521, F–B

FUSIONS ACQUISITIONS

- BJS202o4 • **Restructuration et transmission de contrats** 36
Bruno DONDERO – CA Nancy, 1^{re} ch., 26 juin 2023, n° 22/02415

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS202n4 • **De nouveaux indices en matière de coemploi** 39
Sébastien RANC – Cass. soc., 4 oct. 2023, n° 21-20044, F-D
- BJS202o1 • **Règlement *Insolvabilité* : la compétence internationale ne peut tenir à une confusion des patrimoines** 41
Fabienne JAULT-SESEKE et David ROBINE – Cass. com., 13 sept. 2023, n° 22-12855, F-B
- BJS202p0 • **Responsabilité pour pertes d'investissements : action recevable mais préjudice non réparable** 43
Jean-Baptiste BARBIÈRI – CA Paris, 5-8, 29 sept. 2023, n° 22/06609

CHRONIQUE

- BJS202o6 • **Droit fiscal** 46
Sous la direction de Régis VABRES

DOCTRINE

- BJS202o3 • **Les *management fees* et l'appréciation par le juge de la réalité de leur contrepartie** 54
Alain COURET

Constitutionnalité de l'article L. 211-40-1 du Code monétaire et financier : considérations juridiques et considérations d'opportunité, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 125-126

DOCTRINE  N. RONTCHEVSKY  SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

09/10/2023

Constitutionality of article L. 211 40 1 of the French monetary and financial code: legal and expediency considerations, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 127

DOCTRINE  N. RONTCHEVSKY

09/10/2023

Dossier : NPLs Compare for EU Countries - Introductory Remarks, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 131-138

DOCTRINE  PH.-E. PARTSCH - E. PETRITZ

09/10/2023

Austria: Non-Performing Loans Questionnaire, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 139

DOCTRINE  T. ZWNY

09/10/2023

Bulgaria: Non-Performing Loans Questionnaire, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 140-141

DOCTRINE  N. CVETANOV

09/10/2023

Cyprus: Non-Performing Loans Questionnaire, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 142-145

DOCTRINE  A. LOUKARI - K. YIAPANÁ - M. STROPPOS

09/10/2023

Czech Republic: Non-Performing Loans Questionnaire, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 146-147

DOCTRINE  M. ERICSSONOVÁ - T. BĚHOUNKOVÁ

09/10/2023

Compare of Countries, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 148-151

DOCTRINE

09/10/2023

Data Non-Performing Loans about EU Countries, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 152-156

DOCTRINE

09/10/2023

All Rise for the Honorable Judge: The Increasing Power of United States Courts in Crypto Asset Regulation, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 160-169

DOCTRINE  M. BENEDETTO NEITZ - K. STROMIN

09/10/2023

Chronique du mécanisme de surveillance unique (MSU), *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 172-178

DOCTRINE  G. HARDY  BANQUE ET CRÉDIT

09/10/2023

A cut in transparency? The ECJ ruling on the Luxembourg Register of Beneficial Ownership. Comments on Joined Cases C-37/20 and C-601/20, Luxembourg Business Registers, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 179-185

DOCTRINE  E. PRÉVOST - D. GSCHWINDY

09/10/2023

À propos de la future directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 188-195

DOCTRINE  T. GÉRARD  ASSURANCES

09/10/2023

Les droits fondamentaux du contribuable : contribution au respect de la vie privée et du secret professionnel, face aux mesures d'enquêtes et aux obligations de déclarations, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 198-209

DOCTRINE  G. CAVALIER  IMPÔT SUR LES REVENUS

09/10/2023

Taxe d'abonnement belge sur les OPC : développements jurisprudentiels récents et conséquences pour les fonds français, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/3, p. 210-213

DOCTRINE  P. DELACROIX  IMPÔT SUR LES REVENUS

09/10/2023